



**IMT Mines Albi**  
École Mines-Télécom

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**REFECTION DE DEUX COURTS DE TENNIS EN BETON  
POREUX**

**- 2025ALB016M -**

## SOMMAIRE

1.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ .....	4
2.	OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES .....	4
3.	SÉCURITÉ.....	4
4.	DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION .....	6
5.	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	7
6.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
7.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX .....	7
8.	VARIATION DES PRIX .....	7
9.	AVANCE .....	7
10.	RETENUE DE GARANTIE .....	8
11.	SOUS-TRAITANCE.....	8
12.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	9
13.	REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	9
14.	ASSURANCES .....	9
15.	DÉLAI DE PAIEMENT .....	10
16.	FACTURATION.....	10
17.	DÉLAI DE GARANTIE .....	11
18.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	11
19.	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	11
20.	DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	11
21.	MATÉRIAUX ET PRODUITS .....	11
22.	GESTION DU CHANTIER.....	12
23.	MODIFICATIONS .....	12
24.	RÉCEPTION .....	13
25.	CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	13
26.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	13
27.	CAS DE RÉSILIATION.....	13
28.	CONFIDENTIALITÉ.....	13
29.	DÉROGATIONS AU CCAG .....	13

### **Législation applicable**

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 modifié portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

L'acheteur désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, est d'application.

## PARTIES CONTRACTANTES

---

Le présent marché est passé entre d'une part :

**L'Institut Mines Télécom Albi**, sis Campus Jarlard - route de Teillet – 81013 ALBI CEDEX 09, représenté par Monsieur Lionel LUQUIN, Directeur, ci-après désigné par l'« IMT », le « pouvoir adjudicateur », l'« acheteur » ou le « maître d'ouvrage » ;

Et d'autre part, **le titulaire**, dénommé ci-dessous le titulaire ou le prestataire.

## 1. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

---

**Objet des travaux** : REFECTION DE DEUX COURTS DE TENNIS EN BETON POREUX

**Lieu d'exécution** : IMT MINES ALBI - CAMPUS JARLARD – ROUTE DE TEILLET - 81013 ALBI CEDEX 09

Il n'est pas prévu de décomposition en lot ni tranche.

## 2. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

---

Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Convocation du titulaire - Rendez-vous de chantier :

Le titulaire ou son représentant se rend sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

## 3. SECURITE

---

Protection des données à caractère personnel :

\* Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;

- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

#### Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

#### Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

#### Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

#### Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

#### Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

## 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

---

Le marché a une durée de 8 mois à compter de sa notification.

Les travaux de la 1<sup>ère</sup> phase devront impérativement être réalisés **avant le 15 novembre 2025**, conformément à l'article 4.2 du CCTP.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le et avant le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG travaux, il ne sera pas fait d'ordre de service de démarrage, la notification valant début du délai d'exécution.

## 5. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application aux articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes (AE),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (\*),
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*),
- L'offre technique et financière comprenant le descriptif technique et quantitatif détaillé ainsi que le planning détaillé,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## 7. MODALITES DE FIXATION DES PRIX

---

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

## 8. VARIATION DES PRIX

---

Le présent marché est conclu à prix ferme et définitif, non actualisable.

## 9. AVANCE

---

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du CCP, une avance est accordée au titulaire du marché dans la mesure où le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé en application des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 5% du montant du marché et pourra passer à 30% si le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée sur les sommes dues au titulaire ou au sous-traitant par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

## 10. RETENUE DE GARANTIE

---

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché (toutes taxes comprises) sera prélevée sur le paiement des factures. La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception de l'équipement ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie sera remboursée au titulaire du marché si l'IMT Mines Albi n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie indiqué à l'article 17 du présent document, notifié par lettre recommandée au titulaire et à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée par l'envoi d'une garantie à première demande d'un montant de 5% du montant TTC du marché. L'établissement ayant accordé la garantie à première demande sera libéré un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie, si l'IMT Mines Albi n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie notifié par lettre recommandée au titulaire et à l'établissement que le marché n'a pas été correctement effectué.

## 11. SOUS-TRAITANCE

---

### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- le cas échéant, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**



Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour les sous-traitants, le titulaire, s'il est une entreprise générale, joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme ne prend pas en compte l'éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et est mentionnée HT.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme ne prend pas en compte l'éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et est mentionnée HT.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Concernant la TVA, la mention « autoliquidation de la TVA » doit être portée sur l'attestation dans les cas concernés.

## 12. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

---

Le marché pourra être attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises. En cas de groupement conjoint, la solidarité du mandataire sera exigée.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisés.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

## 13. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

---

L'exécution des travaux se déroule sous le contrôle du représentant du maître d'ouvrage :

Nom : Monsieur Jean-Pierre SOLE

Adresse : IMT MINES ALBI CARMAUX, CAMPUS JARLARD, 81013 ALBI CT CEDEX 09

## 14. ASSURANCES

---

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile décennale :

\* Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Attestation d'assurance :

\* Le titulaire doit justifier qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, avant la notification du marché.

## 15. DELAI DE PAIEMENT

Conformément aux règles de la comptabilité publique, le paiement, par virement bancaire au compte du titulaire, interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

En cas de retard dans le règlement, le titulaire est en droit de percevoir des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est fixé par décret : il s'agit du taux de refinancement principal de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. À cela s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 € automatiquement due également de plein droit pour chaque retard de paiement.

## 16. FACTURATION

Le règlement du marché se fera par l'établissement d'une facture unique déposée sur Chorus Pro après achèvement et réception des travaux par le pouvoir adjudicateur.

### Facturation électronique :

Conformément au Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la transmission des factures au moyen du Portail Chorus Pro est obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Ce processus nécessite la saisie, par le titulaire ou le maître d'œuvre, des informations suivantes sur le portail Chorus Pro (<https://portail.dgfi.fr/portail/accueilAM.pl>) :

**Le N° de SIRET de l'IMT-Mines Albi soit : 180 092 025 00097**

**Le Code service de Chorus : ALBI\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER** (*attention : ce n'est pas un menu déroulant*)

**N° de Marché : 2025/ALB/016M**

Outre les mentions légales, la facture portera les éléments suivants :

- numéro du marché et objet,
- noms et adresse des créanciers,
- numéro de compte bancaire ou postal (RIB ou RIP),
- date de l'établissement de la facture,
- montant hors taxe de la prestation exécutée exigible,
- taux et montant de la taxe à la valeur ajoutée,

- montant TTC exigible.

## 17. DELAI DE GARANTIE

---

Le délai de garantie (comprenant pièces, main d'œuvre, frais de déplacement) est de 12 mois minimum à compter de la date d'effet de la réception. Le candidat peut s'engager sur un délai plus long, qu'il indiquera dans l'acte d'engagement.

## 18. PENALITES ET PRIMES

---

### Pénalités de retard :

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG travaux concernant le calcul des pénalités de retard, en cas de retard dans l'exécution des travaux du présent marché, au-delà de la date limite du 15 novembre 2025, une pénalité journalière de 150€ HT sera appliquée.

Par dérogation au CCAG, les pénalités de retard s'appliquent dès le 1er euro, et ne sont pas plafonnées.

### Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## 19. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

---

Conformément au chapitre 6 du CCAG Travaux, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## 20. DEVELOPPEMENT DURABLE

---

### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

## 21. MATERIAUX ET PRODUITS

---

### Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21 du CCAG travaux, sauf disposition contraire dans le marché, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Le maître d'ouvrage fixe la provenance des matériaux, des produits et des composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché.

### Qualité des matériaux et produits. - Application des normes :

Conformément à l'article 23 du CCAG travaux, les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le maître d'ouvrage l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix.

## 22. GESTION DU CHANTIER

---

### Dégradations causées aux voies publiques :

La charge des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels est partagée par moitié entre le titulaire et du maître d'ouvrage sauf si le titulaire se trouve dans les cas listés aux articles 34.2 et 34.3 du CCAG travaux.

Toutefois, si le marché stipule pour ces transports ou ces circulations des dispositions telles que des itinéraires obligatoires, des limitations de charge ou de vitesse, des périodes d'interdiction, et si le titulaire ne se conforme pas à ces stipulations, il supporte seul la charge des contributions ou réparations.

### Dommages divers causés par la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution :

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toutes natures, causés par le représentant du maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

### Gestion des déchets de chantier :

Conformément à l'article 36 du CCAG travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

## 23. MODIFICATIONS

---

### Clause de réexamen :

\* Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

## 24. RECEPTION

Les opérations de réception se dérouleront conformément au CCAG Travaux. En l'absence de maître d'œuvre, c'est le maître d'ouvrage qui procèdera aux opérations de réception.

## 25. CONTROLE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

### Documents fournis après exécution :

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

## 26. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

## 27. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique et du chapitre 7 du CCAG Travaux s'appliquent.

## 28. CONFIDENTIALITE

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

## 29. DEROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Travaux, il est précisé que toute dérogation contenue dans les documents de la consultation est applicable même si elle n'est pas récapitulée dans cet article.

Les dérogations au CCAG Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé
6	4.1

14	8.1.3
18	19
24	41.1